Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

City of Sault Ste. Marie, Ontario

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

La Cité de Sault Ste. Marie, en Ontario, reconnaît le revenu procuré par le Fonds de la taxe sur l'essence, qui a beaucoup aidé la Cité dans son programme d'immobilisations pour la reconstruction des routes. En ce qui concerne notre budget (d'exploitation) actuel, il y a très peu de fonds de subvention du gouvernement fédéral en cause. Les paiements (subventions) tenant lieu de taxes sont un volet où il serait possible de réaliser des économies à la fois pour la Cité et pour le gouvernement fédéral. Le processus de demande annuelle concernant notre paiement tenant lieu de taxes est beaucoup plus lourd que pour d'autres compétences (de nature provinciale ou municipale) parce qu'il nécessite beaucoup plus d'information. Le gouvernement fédéral détermine ses propres valeurs d'évaluation et un taux d'imposition qu'il versera. Si le gouvernement fédéral acceptait la valeur évaluée par la Société d'évaluation foncière des municipalités (SEFM) en conjonction avec le taux d'imposition approuvé par la Municipalité, cela pourrait simplifier les choses du côté municipal et pourrait permettre de réaliser des économies du côté du gouvernement fédéral. Il se produit un chevauchement en ce qui a trait à

l'évaluation et à la valeur, et la différence qui se situe finalement dans le montant versé à la Cité n'est pas si grande par rapport au montant que nous calculons en utilisant nos taux d'imposition et l'évaluation de la SEFM. Si le gouvernement fédéral utilisait l'évaluation de la SEFM et les taux d'imposition municipaux, cela aiderait également les municipalités à établir des projections relatives à leurs paiements futurs versés en compensation.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?